

Michel à Marrakech « à titre personnel »

PARLEMENT Une majorité alternative met la pression sur le Premier

► A la Chambre jeudi, Charles Michel déclare qu'il se rendra à Marrakech.

► Dans la majorité, VLD et CD&V ont chargé la N-VA.

► Une large majorité alternative (sans la N-VA) s'est dégagée en soirée pour demander au gouvernement d'approuver le pacte.

La Belgique s'est encore un peu plus enfoncée dans une crise devenue quasiment illisible pour le citoyen, jeudi. Le Premier ministre s'est exprimé à la Chambre, mais son intervention a suscité plus de questions qu'elle n'a fourni de réponse.

1 Qu'a dit le Premier ministre ? Tout l'enjeu est de savoir si la Belgique va approuver le fameux pacte migratoire, conclu au sein de l'ONU. La première étape de cette approbation, c'est une réunion, ce lundi à Marrakech, où chaque Etat doit donner l'avancement des travaux dans son pays. La N-VA refusait que le Premier ministre s'y rende.

A la Chambre, Charles Michel a déclaré : « Je suis Premier ministre et j'irai à Marrakech parce qu'il n'y aura pas de siège vide à Marrakech. » Mais, on le sait, il ne peut représenter le gouvernement sur ce dossier parce qu'il n'y a pas de consensus concernant le pacte.

Le Premier ministre a donc demandé au Parlement de voter une résolution en faveur du pacte. Le vote est intervenu peu après 21 heures avec une majorité alternative, sans la N-VA (et sans l'extrême droite). « Je considérerai que si ce vote intervient, le signal émis par le Parlement qui représente les citoyens de notre pays, sera un signal fort, a dit Charles Michel avant le vote. Je considérerai que cette résolution m'oblige à titre personnel dans le respect de la constitution, des institutions. »

Une phrase codée qui veut dire ceci : Charles Michel se rendra à Marrakech,

mais à titre personnel, sans représenter son gouvernement. Il devrait y dire que le Parlement belge a voté l'approbation, que les Régions y sont favorables, mais qu'il n'y a pas d'accord au sein du gouvernement fédéral. En soirée, la majorité alternative a encore un peu durci sa résolution, enjoignant au gouvernement d'approuver le pacte. Les juristes que nous avons consultés indiquent que cela ne changera rien sur le fond : la N-VA va bloquer le pacte et le Premier ministre ira à Marrakech. La N-VA a réagi à la position du Premier ministre, le remerciant de souhaiter « la poursuite du gouvernement ».

2 Dans quel état se trouve la majorité ?

Jeudi soir, c'est après une longue interruption de séance et d'intenses discussions en coulisse entre chefs de groupes de la suédoise (sauf la N-VA) et de l'opposition, qu'une large majorité alternative (de rechange) a donc approuvé la résolution renforcée.

Politiquement, c'est une nuance pas négligeable par rapport au texte qui avait été voté la veille, mercredi, en commission des Relations extérieures, lequel ne faisait pas mention du gouvernement. Donc ? Donc la N-VA est plus isolée que jamais. Au sein même de la majorité, le VLD, le CD&V, ainsi que le MR (qui signe la résolution), en adhérant à la résolution, poussent Charles Michel à agir au nom du gouvernement.

Avant cela, en séance dans l'après-midi, Servais Verherstraeten, au nom du CD&V, Patrick Dewael, chef de groupe VLD, avaient ciblé sans ménagement le partenaire nationaliste flamand, déplorant son revirement ces dernières semaines, son hostilité soudaine vis-à-vis d'un pacte des migrations qu'il n'avait pas critiqué auparavant, lorsque les négociations étaient en cours à l'ONU, et impliquaient alors tout naturellement les cabinets ministériels de la suédoise.

Le chef de groupe libéral flamand comme le chrétien-démocrate se sont exprimés avec netteté à la tribune de la Chambre : à Marrakech, à New York,

Charles Michel représentera le gouvernement belge, ont-ils soutenu. Dans l'opposition, mais aussi au sein de la majorité (les commentaires dans les couloirs étaient éloquentes), au VLD et au CD&V, le message du chef du gouvernement avait été jugé trop tendre. Francis

Delpérée (CDH), constitutionnaliste, expliquait : « Un Premier ministre n'est pas une personne privée, il n'agit jamais à titre personnel mais au nom de son gouvernement. »

Tous s'interrogeaient jeudi soir à la Chambre sur la réaction de la N-VA... Un membre de la majorité croyait savoir que les nationalistes flamands n'avaient pas l'intention de quitter le gouvernement, qu'ils pourraient se satisfaire de leur baroud au Parlement fédéral, leur message anti-pacte... Ce n'est pas acquis. En séance en fin de soirée, Peter de Roover, chef de groupe N-VA, s'est... félicité du travail parlementaire, a souhaité que le Premier ministre apporte « les clarifications » nécessaires en conseil des ministres et, pour le reste, a appelé à poursuivre le travail gouvernemental...

Dans l'opposition, Ahmed Laaouej et Elio Di Rupo (PS), Georges Gilkinet et Kristof Calvo (Écolo-Groen), Catherine Fonck et Georges Dallemagne (CDH), Olivier Maingain (Défi), Raoul Hedebouw (PTB), Dirk Vandermaelen (SPA) ont quant à eux déploré l'attitude du chef du gouvernement et se sont réjouis d'avoir pu, jugent-ils, durcir le texte de la résolution : « M. le Premier ministre, vous avez maintenant une obligation de résultat », ont-ils soutenu.

3 Que va-t-il se passer ? Après le vote de cette résolution, le dossier explosif devrait revenir au Conseil des ministres ce vendredi. La N-VA maintiendra son refus d'approuver le pacte. Lundi, Charles Michel ira donc à Marrakech.

Lors de cette réunion, la date de l'approbation effective du pacte aux Nations unies, à New York sera fixée. On parle du 19 décembre. Le problème politique se reposera alors. A cette assemblée, les di-

plomates belges ne pourront donner l'accord de la Belgique sans consensus (inexistant) au gouvernement.

Le Premier ministre utilisera toutes les ficelles juridiques pour forcer le pacte. Certains le voient même exclure les ministres N-VA du gouvernement, comme le permet la Constitution, mais

cette option paraît peu probable. Il est possible que Charles Michel tente à New York ce qu'il fera à Marrakech : dire que

le Parlement approuve le pacte, ce qui serait suffisant, selon les dirigeants de l'ONU, pour engager la Belgique. À moins que la Belgique n'aille pas à New York et se donne le temps d'approuver le

pacte, ce qui est également possible. Bref, le bras de fer surréaliste de cette semaine connaîtra nécessairement des prolongations. ■

DAVID COPPI,
BERNARD DEMONTY
ET LORRAINE KIHIL

parti Le MR fait bloc, mais rôle en silence...

Jeudi 13 heures : le président Olivier Chastel a convoqué non seulement les parlementaires MR (ils ont traditionnellement leur réunion de groupe avant la séance plénière de la Chambre), mais aussi les membres du bureau élargi pour faire le point sur le pacte migratoire (et saluer la désignation de Jacques Brotchi à la présidence du Sénat).

Rien de bien neuf par rapport à l'état de la situation mercredi soir, mais l'occasion de mettre les troupes sur une même ligne avant le délicat débat de l'après-midi. Et les libéraux font effectivement bloc. Charles Michel a reçu un soutien appuyé, nous assure-t-on, applaudissements à la clef.

Est-ce à dire que tous les bleus sont ravis? Pas si vite. Il y a d'abord ceux qui craignent, comme la N-VA, que ce pacte onusien ouvre la boîte de Pandore, donnant des arguments aux candidats migrants souhaitant introduire une action en justice. Une minorité, mais elle existe.

Il y a ensuite, surtout, les libéraux sociaux, mais pas seulement, qui sont « très mal à l'aise » d'être partenaires de nationalistes flamands flirtant de plus en plus avec l'extrême droite.

Comme l'a montré l'aveu de Theo Francken disant « s'inspirer parfois » du Vlaams Belang pour mener sa politique. Comme l'a montré, aussi, la campagne de communication anti-pacte migratoire de la N-VA, digne de l'extrême droite et retirée sous le tollé. « C'est incroyable! Trop c'est trop », déplore un mandataire. Un autre appuie : « Pour tous les libéraux, ça devient un peu too much. Il y aurait un soulagement si la N-VA quittait le gouvernement, et

pas que chez les libéraux sociaux... »

« Personne au MR ne veut la chute du gouvernement »

Et ce, d'autant que les candidats libéraux aux élections communales se sont souvent retrouvés, durant la campagne, face à des citoyens leur reprochant leur alliance avec la N-VA. Au point, glisse un troisième bleu, que « l'interview de rentrée du président Chastel, fin août dans Le Soir, signant des deux mains pour une suédoise bis avec la N-VA en 2019, a causé beaucoup de dégâts parmi nos troupes en dé-

but de campagne, même si Charles Michel a qualifié cette interview de "parfaite" en bureau de parti ».

« Il y a toujours eu, dans le parti, une petite partie de libéraux qui estiment que la N-VA n'est pas un bon partenaire sur les questions d'immigration », nuance un autre bleu. Tout en reconnaissant que ce groupe est en augmentation : « certains sont mal à l'aise et craignent une perte substantielle de voix en 2019 ». Mais il confirme : « Personne au MR ne veut la chute du gouvernement. On a un bilan, qui passe malheureusement to-

talement inaperçu en raison des derniers événements. » Quant à « l'erreur monumentale de la campagne N-VA », il la met sur le compte de « la fébrilité d'un parti en difficulté ». Mais admet que, si « personne ne devrait faire entendre publiquement une voix mécontente avant les élections de mai prochain, cela pèsera lors de la négociation d'une future majorité. »

Et l'on ne peut dire que l'étonnant (pour le dire gentiment) spectacle de la séance plénière, jeudi après-midi, aura pansé les plaies bleues... ■

MARTINE DUBUISSON